



Echos de la

monusco

Crise humanitaire dans l'Est de la RDC : une grande préoccupation



- Crise du Kivu : après Ban Ki-moon, Hervé Ladsous appelle à la tolérance et au dialogue
- Interview du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général au terme de sa mission en RDC
- Equateur : survivre à l'ombre de la pauvreté et des épidémies

Sommaire

Photo MONUSCO/John Bompengo



SGA Hervé Ladsous (g), RSSG Roger Meece (c) et le Conseiller militaire Babacar Gaye (dr)

3 Nouvelles

Hervé Ladsous dans la région des Grands Lacs

5 Interview. Fidèle Sarassoro : "Sans la contribution de la MONUSCO, le travail des humanitaires et des Agences serait impossible"

7 Dossier. Journée mondiale de l'aide humanitaire : enjeux et perspectives

9 Ituri : des femmes et des hommes sensibilisés à aider leurs semblables

10 La police MONUSCO, dans l'humanitaire

11 La situation humanitaire en RDC en question

13 Crise humanitaire : coup dur pour l'Equateur

15 Société. Ituri : des milliers de personnes déplacées par les attaques des Maï Maï Simba

Photo couverture :

Des populations civiles déplacées par la guerre entre FARDC et M23 dans le camp de Mugunga, Goma dans l'Est de la RDC - Photo MONUSCO/Marie Frechon

Edito

La situation humanitaire en RDC

Par Pénangnini Touré/MONUSCO*

La partie orientale de la République démocratique du Congo en proie, depuis de longues années, à de nombreux conflits armés fait face également à des crises humanitaires à répétition, conséquence directe de la grande instabilité. Le Nord et le Sud Kivu sont les provinces les plus affectées, y compris une partie de la province Orientale. Cette situation a connu une nette détérioration ces derniers mois avec la naissance d'un autre groupe armé, le M-23, qui combat les forces nationales congolaises et commet de nombreuses exactions contre les populations locales, provoquant ainsi un exode massif qui s'évalue par dizaines de milliers de personnes fuyant vers des zones où tout manque

Suite à la 3^{ème} page

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur des Publications
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Suite de la 2^{ème} page

presque. Depuis avril dernier, plus de 220 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la seule province du Nord Kivu, tandis que près de 60 000 autres ont fui vers le Rwanda et l'Ouganda voisins. Plus de 2,2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de la RDC dont deux-tiers dans les Kivu.

Le 31 juillet 2012, le Fonds central d'intervention d'urgence a approuvé 9,8 millions de dollars pour faire face aux besoins les plus urgents des populations déplacées. Ce montant est distribué diversement aux différentes agences humanitaires des Nations Unies présentes sur le terrain.

Face à cette situation, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux Affaires humanitaires, Valerie Amos, s'était rendue du 6 au 9 août 2012 en RDC pour faire une évaluation de la situation humanitaire dans l'Est. Le Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, s'y était également rendu du 9 au 11 septembre 2012 pour rencontrer les plus hautes autorités du pays, ainsi que celles de la Région des Grands Lacs, et tenter de trouver les voies et moyens pour mettre fin à cette instabilité chronique ■

**Coordonnateur des Publications*

Visite d'Hervé Ladsous dans la région des Grands Lacs

En question, l'insécurité à l'Est de la RDC

Par la Rédaction/MONUSCO

Le Secrétaire général adjoint aux Opérations de Maintien de la Paix, Hervé Ladsous, a séjourné du 9 au 15 septembre 2012 dans quatre capitales de la sous-région, Kinshasa (République démocratique du Congo), Kigali (Rwanda), Kampala (Ouganda) et Pretoria (Afrique du Sud). Sur son

2012, à New York, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Voici en quels termes Monsieur Ladsous a expliqué l'objet de sa visite à son arrivée à Kinshasa : *"Il s'est passé beaucoup de choses en République démocratique du Congo*



Le Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, reçoit les honneurs militaires au QG de la MONUSCO, Kinshasa - photo MONUSCO/John Bompengo

agenda chargé, la consultation des chefs d'Etat de la Région des Grands Lacs, ainsi que des autorités sud-africaines, en vue de préparer le mini-sommet que présidera le 27 septembre

ces derniers mois, il faut donc faire le point. Et, il faut d'autant plus faire le point que le Secrétaire général des Nations Unies a décidé de réunir un mini sommet sur les problèmes de la

région à New-York le 27 septembre. Donc, je viens à Kinshasa, je vais aller également à Goma, sur place, pour voir ce qui se passe à l'Est. J'irai dans les capitales de la région pour faire le point, et pour voir comment est-ce que ce sommet, ce mini-sommet, peut être une contribution pour que les choses se débloquent et aillent mieux".

Au sujet de ce sommet tant attendu, M. Ban avait précisé qu'il s'agirait "d'une plate-forme pour la poursuite du dialogue visant à renforcer les efforts régionaux dans la recherche d'une solution pacifique à la crise dans l'est de la RDC" où le Mouvement du 23 Mars (M-23) mène une rébellion armée sanglante depuis plusieurs mois.

Un rapport de l'ONG américaine, Human Rights Watch, publié le 11 septembre 2012, tient pour responsable le M-23 de nombreux cas de violations des droits de l'Homme à l'Est de la RDC. Ce mouvement né d'une rébellion au sein des Forces armées de la RDC (FARDC), et qui aurait le soutien de la République voisine du Rwanda, sera au cœur des discussions de New York. Vu la gravité de la situation humanitaire en raison des combats entre ce mouvement et les Forces armées congolaises, et vu également le niveau de détérioration des relations entre la RDC et le Rwanda, l'implication d'autres pays de la sous-région dans la recherche d'une solution durable s'avère nécessaire. D'où ce sommet de New York auquel seront conviés, au premier plan, les Chefs d'Etat de la Région des Grands Lacs.

"Il faut bien reconnaître qu'il y a aussi un problème qui est lié au constat que la souveraineté de la RDC est violée et qu'il faut donc là aussi apporter



*M. Ladsous reçu le Premier Ministre rwandais, Dr. Pierre Damien Habumuremyi à Kigali -
Photo MONUSCO/Sylvain Liechti*

des remèdes, et que ces remèdes ne peuvent être apportés valablement que dans le cadre d'une approche multilatérale qui associe les pays de la Région et en particulier la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL)", a dit Monsieur Ladsous au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

Et que fait la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans tout cela ? Fidèle à son mandat qui est celui d'assurer la protection des populations civiles, elle s'emploie à appuyer les FARDC avec tous les moyens dont elle dispose. "La notion de protection des civils est au cœur du mandat de la MONUSCO et nous avons donc le devoir d'essayer de faire le maximum (...) La MONUSCO a adopté ces derniers mois, une posture robuste en appui aux FARDC pour essayer de contenir ces débordements de violences", a expliqué le Secrétaire général adjoint.

En RDC, Monsieur Ladsous s'est entretenu avec les plus hautes personnalités du pays. Il en a été de même dans les autres pays qu'il a visités. Dans les différentes discussions, il a largement été question de la mise en place d'une Force internationale neutre, une idée émise lors d'un autre sommet ayant réuni les 7 et 8 septembre à Kampala les Chefs d'Etat congolais, tanzaniens, sud-soudanais et ougandais. Le Rwanda y était également représenté par une haute personnalité du pays. Cette idée qui n'est qu'à ses débuts, aura besoin d'être réexaminée, mûrie et développée, avant d'être éventuellement soumise à des instances de décision.

"C'est un concept qu'il faut développer et préciser en sachant qu'en fine, il appartiendra au Conseil de sécurité de se prononcer évidemment sur la manière d'approuver, d'endosser ce concept et de le mettre en œuvre", a dit Monsieur Ladsous pour couper court à toutes supputations sur ce sujet ■

Fidèle Sarassoro : "Sans la contribution de la MONUSCO, le travail des humanitaires et des Agences serait impossible"

Au terme de sa mission en RDC, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, également Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident, Fidèle Sarassoro, s'est ouvert à la Rédaction de ce magazine pour partager ses souvenirs de ses deux années et demie passées dans le pays.

Echos de la MONUSCO : Au terme de votre mission en République démocratique du Congo en tant que Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé des Affaires humanitaires, quels souvenirs gardez-vous de votre expérience dans ce pays ?

Fidèle Sarassoro : Les deux ans et demi passés en République démocratique du Congo, ont été très enrichissants et passionnantes. J'ai reçu le soutien et la collaboration des autorités congolaises, ce qui a rendu ma tâche d'autant plus agréable et exaltante. J'ai rencontré plusieurs Congolais et Congolaises qui m'ont fait l'honneur de leur amitié et qui m'ont fait connaître ce beau et riche pays.

Sur le plan professionnel, je garde un excellent souvenir des provinces, territoires et villages que j'ai visités ainsi que des énormes ressources naturelles qui n'attendent

qu'à être exploitées pour le bénéfice des populations. Avec les Agences des Nations Unies et les ONG j'ai essayé au mieux de coordonner l'aide humanitaire afin de soulager les souffrances des populations en détresse. Je n'oublierai jamais le visage de cette femme que j'ai rencontrée dans le Haut Ouelé en Province Orientale qui avait été enlevée par la LRA [ndlr : l'Armée de Résistance du Seigneur/ Lord Resistance Army] et subie des sévices. Son témoignage quant à la stigmatisation dont elle est l'objet m'a amené à demander à la communauté humanitaire à prendre de façon résolue cette problématique en charge.

J'ai encore à l'esprit le regard hagard de ces femmes couchées sur un lit d'hôpital à Bukavu, victimes de violence sexuelle et que le personnel médical essayait de soigner et de réconforter. Hélas, trop de femmes sont encore victimes de violences sexuelles, notamment à l'Est de la RDC.



M. Fidèle Sarassoro en compagnie du Commissaire de Police de la MONUSCO, Abdallah Wafy, Kinshasa - Photo UNPOL/MONUSCO

Je me souviens du sourire sur le visage de ces deux petites filles d'environ trois ans qui, après avoir frôlé la mort du fait d'une malnutrition sévère grave, se remettait à jouer comme le devrait tout enfant de leur âge et ce, grâce à l'intervention du PAM [ndlr : Programme alimentaire mondial] et de l'UNICEF [Fonds des Nations Unies pour l'Enfance].

Que dire de ces personnes vivant avec handicap que j'ai rencontrées à Goma et qui, à force de détermination, de courage et d'abnégation et avec un tout petit soutien des Nations Unies, ont su apprendre un métier et se lancer dans des activités génératrices de revenus.

Je me souviens également des longues heures de discussions, avec les partenaires humanitaires, passées à examiner les mérites des projets soumis par les acteurs humanitaires pour financement. Que dire de ces femmes et hommes que j'ai rencontrés

à Kinshasa, New York, Rome, Genève, Bruxelles, Londres, Paris, Oslo ou encore Stockholm avec qui j'ai partagé ma passion pour l'action humanitaire et ma conviction de la nécessité de continuer à soutenir la RDC.

Evidemment, je ne peux oublier tous ces collègues humanitaires qui ont perdu leur vie en RDC alors qu'ils étaient au service de leurs semblables.

Ce sont là des moments inoubliables qui feront que je resterai à jamais attaché à la RDC.

Echos de la MONUSCO : En votre qualité de Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur résident, Coordonnateur humanitaire dans une mission intégrée, quel a été l'apport de la MONUSCO dans vos fonctions et qu'est-ce qui est en cours pour renforcer et améliorer la collaboration entre la MONUSCO et les Agences des Nations Unies ?

Fidèle Sarassoro : Le travail des humanitaires et des Agences en particulier serait rendu difficile, voire impossible, sans la contribution de la MONUSCO dont le mandat premier est la protection des civils. Sans nul doute dans un pays aussi vaste que la RDC où malheureusement les infrastructures routières ne sont pas toujours développées, le soutien logistique de la MONUSCO est

déterminant pour les Agences. En effet, la MONUSCO est très souvent sollicitée pour transporter des médicaments, du personnel ou encore des équipements essentiels dans les zones les plus reculées du pays pour sauver des vies humaines ou mettre en œuvre des activités de développement. La MONUSCO a su également escorter et protéger le personnel des Agences dans des zones dangereuses afin que celles-ci puissent continuer à mettre en œuvre leurs activités.



M. Sarassoro en visite de terrain à l'Est de la RDC - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

La collaboration de la MONUSCO va bien au delà de l'humanitaire pour embrasser les secteurs de l'Etat de droit, des Elections, de la Gouvernance locale, des droits de l'homme et de la consolidation de la paix.

Cette collaboration prend une autre dimension qui sera de nature à améliorer davantage l'efficacité de la MONUSCO, des Agences et, par conséquent, des Nations Unies en RDC. En effet, suite aux orientations du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée

générale des Nations Unies, la MONUSCO et les Agences ont entrepris de créer des bureaux conjoints. Cette initiative consiste à mettre en place des Coordonnateurs provinciaux venant des Agences dans les provinces où règne une paix relative. Ceux-ci auront la responsabilité d'introduire plus de cohérence dans les activités des Nations Unies visant la consolidation de la paix, le relèvement économique et le développement

Ainsi, certainement pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, des membres du personnel des Agences auront un rôle de coordination et de gestion sur les activités d'une Mission qui est amenée à se retirer progressivement. Par ailleurs, il est attendu que cette initiative aboutisse à une réduction des coûts d'opération des Nations Unies du fait de la mutualisation des efforts. Enfin, cette nouvelle approche aura comme conséquence la réduction des coûts de transaction pour

les institutions nationales qui n'auront plus à subir les interventions souvent fragmentées des Nations Unies. Cette initiative a été lancée officiellement à Mbuji Mayi le 18 septembre dernier et concerne pour l'instant les provinces du Kasaï Oriental, du Kasaï Occidental et du Bas-Congo. Au moment où je quitte le Congo [ndlr: la RDC], je formule l'espoir que la MONUSCO et les Agences étendront cette initiative aux autres provinces où règne une paix relative ■

Journée mondiale de l'aide humanitaire : enjeux et perspectives

Le sens, l'importance et l'origine d'une journée spéciale promulguée par l'ONU pour sensibiliser l'opinion publique sur l'assistance humanitaire et la nécessité de soutenir ses actions partout dans le monde. Bref regard sur cet événement.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Ce cette année, la Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de mobiliser un milliard de personnes du monde entier en faveur d'une idée forte et dynamique : Aidons quelqu'un. C'est le meilleur moyen d'honorer les nombreux agents humanitaires qui ont perdu la vie et dont nous pleurons aujourd'hui la disparition, ainsi que de saluer les efforts de ceux qui poursuivent leur noble mission en apportant des secours, aussi vite que possible, à ceux qui sont dans la souffrance". Ces paroles sont extraites du message du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, le 19 août 2012.

En s'adressant au monde en ces termes M. Ban a dû donner un double sens à cet

événement. Premièrement, la sensibilisation des Etats et nations membres de l'Organisation sur les grands défis que posent les crises humanitaires, et qu'il faut relever à tout prix. Deuxièmement, la reconnaissance de tous les efforts déployés dans la lutte contre ces crises.

C'est ce dernier sens qu'il faut accorder au lancement officiel, lors de cette célébration, de la campagne humanitaire de l'année 2012 que l'ONU a placée sous le thème « J'étais ici », l'objectif pour les Nations Unies étant de « vous inciter à apporter votre touche personnelle par



Une femme préparant son repas au camp de déplacés de Kanyarucinya, Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

un acte louable, quelque part, pour quelqu'un.» D'après l'ONU, «la Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rendre hommage à ceux qui font face au danger et à l'adversité pour aider les autres. Chaque jour, les travailleurs humanitaires aident des millions de personnes à travers le monde. La Journée mondiale de l'aide humanitaire est aussi une célébration mondiale de ces hommes et femmes qui aident les autres".

Comment cette journée a-t-elle vu le jour?

Le 11 décembre 2008, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé, par sa résolution 63/139 «...de désigner le 19 août Journée mondiale de l'aide humanitaire afin de contribuer à sensibiliser le public aux activités humanitaires dans le monde (...) et à rendre hommage à tout le personnel humanitaire (...) associé qui s'emploie à promouvoir la cause humanitaire».

Cette date a été choisie par l'Assemblée générale en référence à l'attentat, le 19 août 2003 contre le siège des Nations Unies à Bagdad, en Iraq faisant 22 morts. Avant cette date et depuis lors, nombre d'autres agents d'aide humanitaire ont également perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. L'exemple le plus récent dans lequel les pertes les plus massives ont été enregistrées était en janvier 2010 à la suite du tremblement de terre survenu en Haïti.

Selon l'ONU, les attaques contre des postes humanitaires ont été multipliées par trois au cours de



Une vue du camp de déplacés de Kanyarucinya, Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

la dernière décennie. Depuis 2011, 109 travailleurs humanitaires ont été tués, 143 blessés et 132 autres enlevés. L'écrasante majorité de ces victimes n'étaient pas des travailleurs humanitaires internationaux, mais des personnes au service de leur propre pays et travaillant au plus près de la population locale.

RDC: une urgence

L'on ne peut parler de la Journée internationale de l'aide humanitaire sans évoquer la République démocratique du Congo, où la crise humanitaire demeure une des urgences les plus complexes et les plus longues du monde. 718 millions de dollars sont nécessaires pour répondre aux besoins en 2012,

estiment des sources humanitaires. Selon l'Organisation des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), près de 1,8 million de personnes sont des déplacées internes, dont plus de 630.000 au Sud-Kivu. Les conflits armés restent la cause principale de déplacement. Environ 426 809 réfugiés congolais vivent dans des pays voisins, tandis que la RDC elle-même abrite 147.993 réfugiés, principalement des Angolais.

Le rapatriement de plus de 80.000 réfugiés vivant au Congo voisin devait débuter en avril dernier. 17.000 travailleurs illégaux congolais ont été expulsés depuis le début 2012 de l'Angola vers le Bas-Congo, Bandundu et les deux Kasai ■

Ituri : des femmes et des hommes sensibilisés à aider leurs semblables

En Ituri, comme chaque année, la Journée mondiale de l'Aide humanitaire a rapproché les travailleurs humanitaires des populations locales.

Par Amadou Maïga/MONUSCO

Dans le district de l'Ituri, en province Orientale, la journée mondiale de l'aide humanitaire a été célébrée le vendredi 17 août, soit deux jours plus tôt que la date officielle du 19 août, dans une ambiance conviviale et quasi inhabituelle pour cette partie de la République démocratique du Congo.

La célébration avait pour cadre l'enceinte du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) à Bunia où les différents acteurs humanitaires avaient préparé plusieurs expositions à l'intention du public. Près d'une vingtaine d'organisations humanitaires tant nationales qu'internationales, ainsi que les différentes agences des Nations Unies y étaient représentées.

La journée avait parfois pris les allures d'une grande foire en raison des objets exposés. Par exemple, dans le stand "Abris et Biens non alimentaires", l'on pouvait voir des bâches, des ustensiles de cuisines, et des friperies. Un peu plus loin au stand "Sécurité alimentaire", des humanitaires avaient exposé des outils aratoires, des semences, des tubercules de manioc, des légumes fraîchement récoltés des champs.

D'autres organisations se sont juste contentées d'afficher leurs logos,

leur manière à elles de marquer leur présence à cette manifestation. D'autres encore sont venues avec des supports visuels tels, par exemple, des posters, affiches, photos, des dépliants, des brochures, voire des t-shirts. Cette approche a permis non seulement de divertir le public venu nombreux, mais également de l'informer et l'éduquer sur le rôle des différentes organisations et agences humanitaires.

Dans son mot d'ouverture à la cérémonie, la responsable du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires de Bunia, Francesca Fraccaroli, a rappelé que près de 300 mille ressortissants de la province

Orientale sont aujourd'hui victimes de l'activisme des hommes en armes, aussi bien dans le district de l'Ituri que dans le Bas et Haut Uélé.

Selon Madame Fraccaroli, ces personnes bénéficient de l'aide humanitaire grâce à l'intervention des acteurs, qui n'est pas sans risques, conduisant parfois au sacrifice suprême.

Comme pour être en harmonie avec le thème de la journée de cette année qui était "*Des femmes et des hommes au service de leurs semblables*", Madame Fraccaroli a demandé à chacun et chacune de faire aussi leur part de sacrifice en s'entraînant ■



Une exposition des humanitaires à Bunia lors de la célébration de la Journée mondiale de l'aide humanitaire - Photo MONUSCO/Amadou Maïga

La Police MONUSCO, dans l'humanitaire

La police MONUSCO, parallèlement à ses missions habituelles, exécute pour le compte des ONG humanitaires, des escortes et procède à des patrouilles de sécurisation autour des camps de réfugiés, surtout au Nord Kivu. Elle participe aussi à la formation des policiers congolais pour la sécurisation des camps des déplacés internes.

Par Abdzamoune Ouattara/MONUSCO

En plus de ses missions régaliennes, la Police MONUSCO, intervient régulièrement aux côtés d'ONG humanitaires dans les différentes provinces du pays. C'est ainsi que les 15, 24 et 29 août 2012, les éléments de la force de police constituée du Bangladesh, de l'Inde et de l'Egypte ont participé respectivement à des séances de consultations médicales gratuites, de remise de dons de médicaments aux structures de santé de la Légion nationale d'Intervention de Kinshasa, à l'hôpital général de Goma et au 14ème bataillon de la police d'Intervention rapide de Maluku (60 km de Kinshasa), ainsi qu'à l'orphelinat "l'Ecole de la voix des enfants à Goma".

La Force de police constituée (FPU) égyptienne a, quant à elle, procédé à la remise des cadeaux aux enfants du Complexe scolaire de Bukavu, dans le Nord Kivu.

Ces actions humanitaires participent d'une part au raffermissement des rapports entre la Police MONUSCO et les populations civiles concernées et d'autre part contribuent à renforcer les capacités des services de santé des structures concernées ■

Un médecin de la FPU Indienne consultant un patient en présence d'un interprète au centre de santé du 14^{ème} Bataillon de la Police d'Intervention rapide de Maluku - Photo UNPOL/MONUSCO



Remise de médicaments à la Légion nationale d'intervention au centre médico-chirurgical - Photo UNPOL/MONUSCO



Les responsables de la FPU Egyptienne remettant des cadeaux aux écoliers du complexe Scolaire Espoir de Bukavu - Photo UNPOL/MONUSCO



La situation humanitaire en République démocratique du Congo en question

Le tableau qui est dépeint dans les lignes qui suivent est loin d'être rose. La situation humanitaire en République démocratique du Congo (RDC) est préoccupante à tout point de vue. Peut-on envisager une fin à cette crise humanitaire tant que l'insécurité sera présente dans une vaste partie du pays, et singulièrement à l'Est ? Peut-on imaginer une véritable amorce de développement dans le pays tant que régnera l'instabilité causée par les nombreuses attaques de groupes armés ? Toute la gravité de la situation humanitaire réside dans ces questions.

Par Yvon Edoumou/OCHA

Le tableau de la situation humanitaire est donc ainsi peint : plus de deux millions de personnes ont fui leurs habitations depuis janvier 2009; plusieurs groupes armés foisonnent, principalement dans l'Est; plus de 40 000 cas de choléra ont été enregistrés depuis janvier 2011; des travailleurs humanitaires sont victimes d'agression continue, s'ils ne sont simplement tués. Et comme si la situation n'était suffisamment grave, l'Ebola, une fièvre hémorragique, a refait surface en Province Orientale, dans le Nord-est du pays, tandis que dans la province voisine du Nord-Kivu, des combats entre l'armée nationale et des soldats déserteurs réunis au sein du "M-23" ont fragilisé une situation déjà précaire.

Depuis des années, la RDC vit une des "crises humanitaires les plus complexes au monde", selon le Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), présent dans le pays depuis 1999. Cette situation résulte d'un cycle de violence et d'instabilité qui perdure dans le pays, et se pose avec plus d'acuité en Province Orientale, au



Un point d'eau aménagé pour des populations rurales à Bukavu, Sud Kivu - Photo OCHA

Nord et Sud-Kivu et dans le Katanga. La violence affecte tout, et met à mal une économie déjà fragile ; les familles dont l'agriculture et l'élevage constituent la principale source de revenue sont appauvries ; les enfants délaissement les bancs d'école, et les enseignants sont souvent aux abonnés absents. Des millions de Congolais

vivent dans cet environnement. Des centaines d'organisations humanitaires nationales et internationales y travaillent aussi.

Depuis plusieurs années, les travailleurs humanitaires apportent une aide vitale aux personnes affectées par la crise ; ici on creuse des puits et on apporte de l'eau potable, là-



Des enfants dans une cantine scolaire à Goma, Nord Kivu - Photo OCHA

bas on distribue des semences pour l'agriculture. D'autres sont spécialisés dans l'appui psycho-social pour les femmes victimes de violence sexuelle, d'autres encore œuvrent pour libérer les mineurs des groupes armés. Le système fonctionne aussi bien qu'il le peut, avec la collaboration des autorités congolaises.

Chaque année, ce sont de milliers de tonnes de nourriture, médicaments, bâches, ustensiles de cuisine, manuels scolaires et autres biens qui sont acheminés dans le pays.

Mais ce travail n'est pas sans péril, contrairement à certaines idées. En 2001, le Comité International de la Croix Rouge a perdu six membres de son personnel, tués dans l'exercice de leur fonction en Province Orientale ; en 2010, cinq membres d'une organisation non gouvernementale spécialisée dans l'éducation ont été fauchés par des balles dans le Sud-Kivu. Dans

la province du Katanga, le 21 août 2012, un humanitaire a aussi trouvé la mort, entraînant une condamnation de Fidèle Sarassoro, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur résident en RDC.

“Cette mort illustre de façon cruelle l'extrême insécurité dans laquelle les humanitaires doivent travailler et les conditions auxquelles les populations sont confrontées au quotidien. Nous appelons toutes les parties et les autorités congolaises à prendre les mesures urgentes nécessaires pour assurer la protection des civils à travers la province et créer les conditions nous permettant d'apporter l'aide dont les personnes les plus vulnérables ont besoin”, a dit M. Sarassoro lors d'une visite dans la province.

Chaque année, ce sont plusieurs dizaines d'actes d'agression et de violence qui sont enregistrés contre

les humanitaires, cependant cela ne les décourage pas : “Stay and deliver”, qui peut être traduit en français par “rester et délivrer [l'aide]”, est un élément fondamental du travail des humanitaires. Les humanitaires sont très souvent les premiers à répondre lorsqu'une situation dégénère en crise humanitaire, et ne quittent que lorsqu'ils sont convaincus que la période d'urgence est passée. En RDC, en plus de l'insécurité, le mauvais état des voies de communication rend difficiles les missions d'évaluation, et par ricochet la distribution de l'aide.

Apporter de l'aide humanitaire a un coût, et les bailleurs de fonds jouent un rôle capital

En janvier 2012, la communauté humanitaire en RDC a lancé un appel pour 719 millions de dollars américains. Six mois plus tard, ce montant a été majoré de 10%, atteignant 791 millions, pour pouvoir couvrir les nouveaux besoins nés de la crise dans le Nord-Kivu. Au 31 Août 2012, 45% de ce montant avait été reçu. Au fil des dernières années, les besoins ont augmenté mais les montants reçus sont en baisse, alors que des millions de Congolais doivent leur survie à cet appui international.

Les humanitaires ne peuvent, à seuls, arriver à bout de cette crise humanitaire. Le concours de la communauté internationale pour lever des fonds, est plus que primordial. Mais au-delà des intervenants extérieurs, la balle est dans le camp des Congolais eux-mêmes. C'est entre leur main que réside la clé de la solution. Cette clé, c'est la paix. Personne ne la fera à leur place ■

Crise humanitaire : coup dur pour l'Equateur

La situation humanitaire en Equateur, la province septentrionale de la République démocratique du Congo (RDC), est alarmante et nécessite une intervention immédiate et vigoureuse.

Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Alors que la moyenne nationale du nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté est estimée à 72%, en Equateur ce taux dépasse les 76% ! Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), un ménage sur deux en Equateur est affecté par l'insécurité alimentaire sévère ; 63% de ménages sont dits à haut risque, c'est-à-dire en phase 3, ce qui se traduit par une insécurité alimentaire sévère. S'il est aussi vrai que le reste de la République démocratique du Congo (RDC) passe peu à peu de la phase

d'urgence à celle de consolidation de la paix, en Equateur, l'heure semble toujours à l'urgence humanitaire. Le rôle des humanitaires est ici une véritable bouée de sauvetage pour ces populations.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) assistent de nombreuses familles du district du Nord-Ubangui, frontalier avec la République centrafricaine, avec du lait et des biscuits vitaminés pour corriger les déficiences dues à la malnutrition et la sous-

alimentation. La tâche est si grande que toutes les agences des Nations Unies à vocation humanitaire y trouvent chacune sa place. Ce sont entre autre autres, le Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), l'Organisation mondiale pour la Santé, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), l'UNICEF et le PAM. Il en va de même pour les principaux partenaires de ces agences, notamment des ONG nationales et internationales, toutes dévouées pour la même cause : alléger les souffrances des populations.

La santé : une urgence

A ces conditions de pauvreté avancée, s'ajoutent des cas d'épidémies. Ainsi, pour ce qui est de l'épidémie de choléra, plus de 2800 cas ont été officiellement enregistrés en Equateur entre janvier et août 2012, ainsi que le décès de plus de 160 personnes, soit un taux de létalité de 5,8%, le plus élevé du pays ! Les malades sont pris en charge par Médecins sans Frontières (MSF), Médecins d'Afrique (MDA), Alliance for International Medical Action (ALIMA) et Oxfam, qui sont également actives dans la sensibilisation de la population.



Des femmes, dans un village, en province de l'Equateur - Photo MONUSCO

Sur les 27 Zones de Santé affectées par le choléra dans la province, seulement six sont prises en charge, traduisant ainsi l'immensité de la tâche. Une campagne de vaccination de riposte de qualité a démarré le 4 septembre 2012 dans ces zones, grâce à un financement de l'OMS et de l'UNICEF.

Les réfugiés : un défi croissant

Autre situation préoccupante dans la province de l'Equateur : le difficile retour de milliers de réfugiés congolais ayant élu domicile en République du Congo voisine. Le HCR s'est fixé pour objectif de rapatrier d'ici fin 2012, 49000 réfugiés ; selon les conclusions de la réunion tripartite RDC-République du Congo-HCR tenue du 27 au 29 mars 2012 à Kinshasa, 81000 Congolais seront rapatriés

en 2013. Depuis le 4 mai dernier, plus de 20000 personnes ont pu regagner le bercail. Plusieurs programmes sont mis en place pour accompagner ces rapatriés à s'intégrer dans la vie sociale. C'est à ce niveau qu'intervient la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) en assurant la sécurité des personnes retournées, et en permettant aux nombreux humanitaires d'avoir accès à ces dernières.

A ces populations congolaises qui reviennent chez elles, s'ajoutent des Centrafricains qui, fuyant des combats entre groupes armés dans leur pays, ont pu trouver refuge en Equateur. Selon les estimations des humanitaires, il y aurait actuellement près de 3000 Centrafricains réfugiés en Equateur. Ces mêmes sources estiment que

d'autres réfugiés pourraient arriver en RDC dans les jours à venir au regard de la précarité de la situation sécuritaire dans certains villages de la RCA. Une mission d'évaluation humanitaire a eu lieu en août dernier, et composée de représentants de la MONUSCO, du HCR, d'OCHA, des Forces armées de la RDC (FARDC) et de la Commission nationale des Réfugiés pour statuer sur cette situation.

Un autre défi : les mines anti-personnelles

Un dernier élément qui vient en rajouter à une situation déjà complexe concerne la présence d'engins non explosés dans les centres de transit, posant ainsi un risque direct aux populations qui y passent. Plusieurs zones de Mbandaka, la capitale provinciale, sont polluées par ce type d'engins, suite aux différents combats dont cette ville a été le théâtre. Grâce à ses capacités logistiques importantes, la MONUSCO intervient également dans ce domaine à travers le Centre de Coordination de la Lutte anti-mines des Nations Unies (UNMACC). En attendant la dépollution totale de ces lieux, des séances de sensibilisation sont entreprises dans les différents quartiers de cette ville et ses environs.

Cette présentation de la situation humanitaire en Equateur n'est pas caricaturale, mais reflète bien la réalité. Un véritable SOS pour cette province aux potentialités humaines et naturelles énormes ! ■



*Un jeune garçon en quête d'eau près d'un camp de déplacés à l'Est de la RDC -
Photo MONUSCO/Sylvain Liechti*

Ituri : des milliers de personnes déplacées par les attaques des Maï Maï Simba

Préoccupation et détermination de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO), en Ituri, face à l'augmentation du nombre de déplacés et leur stigmatisation.

Par Amadou Maïga/MONUSCO

La mutinerie de la 4^{ème} Brigade intégrée de la Zone opérationnelle SAFISHA en Ituri a eu pour conséquence la progression, dans le territoire de Mambasa, d'un groupe de déserteurs de la 8^{ème} région militaire en provenance de la province du Nord Kivu.

Selon plusieurs sources, traqués par les FARDC, ces déserteurs auraient rapidement bénéficié du soutien des braconniers locaux, sous le commandement d'un certain "Morgan", et se livreraient tous ensemble à l'exploitation illégale des ressources naturelles et à des attaques, suivies de pillages, viols, extorsion de biens, et soumission aux travaux forcés dans plusieurs localités du groupement Bakaiko, situé à environ 100 km au Sud Ouest de Bunia.

Des milliers de personnes sont en fuite vers des lieux où ils se sentent plus en sécurité. En cause, ce groupe de déserteurs constitué en groupe armé du nom de Mai Mai Simba. Les localités de Pangoi, Etembo, Molende, Elota et les sites miniers d'Enjewa, Elota, auraient été les principales cibles des ces assaillants.

Les plus importantes des attaques seraient celles du 12 mars 2012, avec un bilan d'environ 25 femmes



Des femmes et leurs enfants en fuyant les affrontements dans une localité près de Bunia, province Orientale - Photo MONUSCO/Amadou Maïga

violées à Pangoi ; du 3 au 4 mai 2012, dans la localité de Etembo, où environ 25 civils et deux militaires FARDC auraient été tués et des biens emportés ; ou encore l'attaque du village de Molende, le 14 mai 2012 dont le bilan demeure inconnu ; puis celle du 24 juin 2012 à Epulu à la suite de laquelle plusieurs femmes auraient été également violées; et enfin le 12 août, ce fut le tour de Bandingaido où plusieurs hommes et enfants auraient été enlevées et des camions de marchandises pillés systématiquement. Ces attaques récurrentes seraient donc à l'origine de cet important flux des populations

vers l'axe Mambasa-Epulu-Niania, respectivement à 166, 230 et 350 km au Sud-Ouest de Bunia, le chef-lieu du district de l'Ituri.

Du 21 au 26 août 2012, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a entrepris une mission d'évaluation dans ces localités où sont réfugiées les populations en vue d'établir les besoins sécuritaires et humanitaires, mais également de sensibiliser les autorités administratives, politiques et coutumières locales sur le bon respect des droits de ces populations déplacées ■

1 JOURNÉE 1 MONDE 1 MESSAGE



WHD-IWASHERE.ORG

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org

 www.facebook.com/monusco.org -  twitter.com/MONUSCO -  www.youtube.com/MONUSCO